

Scénario pour les réunions avec les députés

Merci beaucoup d'avoir accepté de me rencontrer. Comme vous le savez, [nom de la publication] soutient activement notre communauté et nous sommes tous confrontés à de nombreux défis, car COVID a changé la façon dont beaucoup d'entre nous travaillons et participons aux événements communautaires. J'imagine que les choses ont aussi beaucoup changé pour vous dans votre rôle de député.

Je voulais prendre un peu de votre temps aujourd'hui pour vous parler de deux façons dont nos éditeurs de médias d'information sont mis au défi.

Tout d'abord, comme vous le savez, la pandémie de COVID-19 a mis à rude épreuve nos équipes de presse et notre équipe de marketing interne qui assure la liaison avec les entreprises locales pour la publicité. Nous sommes conscients que les entreprises, en particulier des petites entreprises, connaissent des difficultés ces temps-ci.

Deuxièmement, les éditeurs de médias d'information constatent que notre modèle commercial est entravé par les géants du web que sont Facebook et Google. Ils ne paient pas pour le contenu qu'ils utilisent et ne sont pas transparents ni équitables en ce qui concerne le partage des recettes publicitaires.

Notre association représente la grande majorité des éditeurs au Canada et a récemment publié une analyse économique de la situation. Elle a constaté que Facebook et Google empochent jusqu'à 80 % des revenus publicitaires au Canada. Cette constatation correspond à d'autres études réalisées dans des pays comme l'Australie, la France et l'UE. Je peux vous dire d'après notre expérience que les négociations sur les revenus publicitaires sont opaques avec Google et Facebook alors qu'ils utilisent du contenu et des nouvelles que nos journalistes produisent. Il s'agit d'un arrangement commercial unilatéral qui n'est pas viable pour notre publication.

Les petits et grands éditeurs partout au pays demandent aux leurs députés de soutenir l'intention déclarée du gouvernement de présenter une loi visant à modifier la façon dont Facebook et Google négocient et indemnisent les éditeurs pour leur contenu. Le gouvernement a annoncé son intention de le faire dans le discours du Trône de septembre.

Nous avons soumis aux ministres du gouvernement une proposition qui n'implique aucun apport de revenus de la part du gouvernement du Canada, qui n'impose aucun frais au consommateur et qui est conforme à nos obligations commerciales.

Ma demande est simple : je vous prie de demander au ministre du Patrimoine, Stephen Guilbeault, de présenter dès que possible un projet de loi visant à [Niveler les règles du jeu en matière de numérique](#). Nous souhaiterions voir cette législation déposée au début de l'année 2021.

Notre journal local est important pour vos électeurs. Veuillez agir maintenant pour que nous puissions continuer à employer des journalistes qui travaillent avec acharnement pour rendre compte de ce qui se passe dans notre communauté.